



L'Académie de Bordeaux se mobilise le 25 mai

Contre la politique éducative régressive de ce gouvernement

Pour un choc des moyens

Pour l'école publique

Contre le tri des élèves

Les organisations syndicales de l'éducation (FSU, Force Ouvrière, l'UNSA SE, la CGT éducation, le Sgen-cfdt et Sud-éducation³³) et les représentant·es des parents d'élèves (FCPE départementales de l'académie de Bordeaux), appellent toutes les citoyennes et tous les citoyens, les parents d'élèves et les personnels de l'Éducation à des actions et des manifestations le 25 mai 2024 pour l'école publique.

Elles appellent notamment à rejoindre la manifestation de **Bordeaux qui partira de la place Stalingrad à 14h** et à participer aux déclinaisons locales de cette action avec une manifestation à Pau à 11h Place Clemenceau, à Bayonne à 11h Esplanade Roland Barthes, à Périgueux à 11h place de la justice, à Mont-de-Marsan à 10h place Saint-Roch, ainsi qu'aux actions prévues devant certains collèges.

Depuis le mois de janvier, les personnels de l'Éducation se mobilisent **pour obtenir les moyens nécessaires à la réussite de leurs élèves, contre le "choc des savoirs" et la réforme des lycées professionnels** avec le soutien des parents d'élèves, des élèves, des chercheuses et chercheurs qui dénoncent l'ineptie pédagogique des propositions. Dans le contexte d'inflation et d'une crise d'attractivité des métiers confirmée par les chiffres des résultats aux concours 2024, les enseignant·es et les personnels qui participent à la réussite des élèves (personnels de direction, personnels infirmiers, AED AESH, agent·es des collectivités) expriment aussi la nécessité d'une revalorisation de leur salaire, d'un retour à des conditions de travail propices aux enseignements et d'une reconnaissance de leur métier au service de l'École Publique et de l'Intérêt général.

Bien au contraire, le « choc des savoirs » est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficulté et les autres ainsi qu'une discrimination sociale. Cette réforme s'inscrit en amont de la réforme des lycées professionnels, qui réduit les choix des familles au service d'une orientation précoce avec moins d'école et vers le monde du travail ou l'apprentissage. **C'est le tri social et l'assignation des élèves qui seraient organisés de la maternelle au bac !**

Ce n'est pas d'un choc des savoirs dont l'Éducation nationale a besoin, mais bien d'un choc des moyens et des salaires. L'Éducation nationale ne peut faire l'économie des près de 700 millions d'euros dont veut la priver le gouvernement.



À l'image de ce que continue à vivre l'hôpital public, le service public d'Éducation s'enfonce dans une crise sans précédent sous les coups de boutoir des politiques d'austérité et antisociales de ce gouvernement.

Nos organisations appellent les personnels à refuser de mettre en œuvre le tri des élèves dans des groupes et demandent à l'ensemble des administrateurs et administratrices de bloquer cette réforme dans les conseils d'administration des EPLE.

Elles soutiennent toutes les grèves, y compris reconductibles et autres formes de mobilisations (manifestations, rassemblements, etc.), en cours et à venir, décidées par les personnels ou proposées par les intersyndicales locales et appellent à participer massivement aux manifestations unitaires avec les parents d'élèves.

Pour revendiquer des moyens pour que l'école publique, laïque et gratuite, la seule école de l'ensemble des élèves, poursuive son ambition de former de futur-es citoyen-nés éclairé-es.

Pour revendiquer l'abandon du « choc des savoirs », en tout point contraire à cette ambition pour la jeunesse portée par nos organisations.

Nous serons dans la rue le 25 mai !